



POUR UNE LOI
EFFICACE CONTRE
LA CORRUPTION,
LA SOCIÉTÉ CIVILE
SE MOBILISE ENCORE
UNE FOIS

MOUVEMENT ANTI-CORRUPTION, RETOUR SUR PLUSIEURS MOIS DE LUTTE



Le 28 août, après 12 jours de grève de la faim, Anna Hazare a rompu le jeûne. Après un long bras de fer avec le gouvernement, le militant anti-corruption a obtenu des concessions de la part des parlementaires : la loi anti-corruption en cours d'examen (la « Lokpal Bill ») devrait être retirée pour faire place à une loi renforcée (la « Jan Lokpal Bill »).

Depuis plusieurs mois, la corruption fait l'actualité, d'abord à travers les nombreux scandales qui ont secoué le gouvernement, et, depuis le mois d'avril, à travers les actions initiées par le mouvement anti-corruption mené par Anna Hazare, qui ont recueilli un immense soutien au sein de la population. Le 4 avril dernier, Anna Hazare annonçait une grève de la faim illimitée pour obtenir du gouvernement l'élaboration, par un comité composé de représentants du gouvernement et de la société civile, d'une loi efficace pour lutter contre la corruption, la « Jan Lokpal Bill ». Les manifestations de soutien qui ont eu lieu à travers le pays ont témoigné de la colère du peuple face à la corruption qui affecte des millions de personnes à tous les niveaux. Hazare avait mis un terme à sa grève de la faim le 9 août, après que le gouvernement a accepté les revendications du mouvement. Au cours des mois suivants, un comité a bien été mis en place pour écrire le projet de loi, mais les représentants du gouvernement ont rejeté de nombreuses propositions émanant des représentants de la société civile, ce qui a conduit à un projet de loi jugé faible et inefficace par ces derniers. En réponse, une nouvelle manifestation non-violente a eu lieu à Delhi le 16 août. Mais cette fois-ci, le gouvernement a choisi d'empêcher la protestation en réglementant les actions des manifestants (le rassemblement ne devait pas excéder 5000 personnes, le jeûne ne devait pas durer plus de 3 jours). Face au refus des leaders de signer l'engagement de respecter ces conditions, le gouvernement a choisi la répression en les plaçant en détention. Libéré le soir même, Anna Hazare a refusé de quitter la prison avant d'avoir la permission écrite de manifester sans conditions, et a entamé une nouvelle grève de la faim. Le 17 août, le

mouvement a obtenu la permission de continuer son action au Ramlila Maidan, une place au cœur de Delhi. Après 12 jours de jeûne et des manifestations de soutien à travers tout le pays, le gouvernement a accepté la demande du mouvement, le renforcement du projet de loi contre la corruption.

Même s'il s'agit d'une victoire, il reste maintenant à voir si le gouvernement agira réellement pour l'adoption d'une loi forte, et le cas échéant, si cette loi sera réellement efficace. Par contre, ce qui constitue une incontestable victoire, c'est le fait qu'une large part de la population s'oppose clairement à la corruption et se fait entendre. Ces milliers de personnes représentent peut-être, plus que la loi elle-même, le meilleur espoir de libérer l'Inde du fléau de la corruption.



LA JAN LOKPAL BILL EN QUELQUES POINTS

La Jan Lokpal Bill est la loi anti-corruption proposée par le mouvement menée par Anna Hazare, qui se veut une version plus radicale et plus efficace de la loi proposée par le gouvernement (la loi nommée « Lokpal Bill » qui était en cours d'examen au Parlement cet été). Les principaux points de la Jan Lokpal Bill sont :

- ▶ La création d'un poste de médiateur (« lokpal ») au niveau fédéral et dans chaque Etat de l'Inde.
- ▶ Le médiateur serait chargés d'enquêter sur les accusations de corruption formulés par les citoyens (dans la loi du gouvernement « Lokpal Bill », les citoyens ne peuvent pas porter plainte directement)
- ▶ Le médiateur peut enquêter sur tous les fonctionnaires et les magistrats (Dans la Lokpal Bill, le médiateur ne peut enquêter ni sur le premier ministre, ni sur les juges).
- ▶ Le médiateur peut lancer des poursuites judiciaires (il n'a qu'un rôle consultatif dans la Lokpal Bill)
- ▶ La loi prévoit une protection pour les accusateurs.

LA CORRUPTION EN INDE

Ces dernières années, de grands scandales politico-financiers ont éclaté. Les scandales entourant la préparation des Jeux du Commonwealth, la vente de licences téléphoniques (the 2G spectrum scam) etc, ont sans doute été des déclencheurs de la colère de la population, en montrant au grand jour des faits de corruption impliquant des membres du gouvernement. Mais cette colère est aussi alimentée par le fait que la corruption touche une large part des citoyens dans leur vie quotidienne. D'après l'ONG Transparency International, chaque année 54% des ménages indiens doivent payer un pot-de-vin pour recevoir des services de base. Sur le site www.ipaidabribe.com, les citoyens sont invités à raconter comment et pourquoi ils ont été sollicités pour payer un pot-de-vin. Les faits rapportés montrent l'étendue de la corruption : obtenir un document administratif, une place dans une bonne école, le raccordement de son logement au système de distribution d'eau, le renouvellement de son permis de conduire... La corruption constitue également un grand frein dans l'accès à la terre : pour obtenir un titre de propriété ou la démarcation de son terrain, il n'est pas rare de devoir payer.

FORMATION CULTURELLE À KATNI

Pour faire connaître leurs droits aux communautés pauvres et les mobiliser pour lutter de manière non-violente, la culture est un moyen clé. Les personnes avec lesquelles travaille Ekta Parishad sont pour beaucoup illettrées et perçoivent généralement les cours comme une méthode ennuyeuse. En revanche, la culture est un vecteur significatif pour eux, ils la comprennent et l'apprécient. A travers le chant, la danse ou le théâtre, le message se transmet plus facilement qu'à travers de longs discours. Du 17 au 19 août, 30 personnes venues du Madhya Pradesh, du Chhattisgarh, de l'Orissa et du Jharkhand ont participé à une formation culturelle au centre MJVS (Katni, MP), en présence de plusieurs leaders d'Ekta Kala

Manch (la branche culturelle), et d'Ekta Mahila Manch (la branche féminine). L'objectif était de renforcer l'équipe culturelle et de créer du matériel : au cours des trois jours, 26 chansons ont été enregistrées, et des équipes culturelles ont été mises en place pour la Marche Jan Satyagraha 2012. Mais il s'agissait également de donner plus de place aux femmes dans le secteur culturel : sur les 30 participants, 24 étaient des femmes. La formation était donc aussi l'occasion de réfléchir sur le statut des femmes dans la société indienne, et, à travers l'apprentissage artistique, d'accroître leur rôle et leur pouvoir dans le mouvement et dans les communautés dans lesquelles elles interviennent.

« Well
being of
the last
for the
well
being of
all. »

CONSULTATION NATIONALE SUR LA VIOLENCE DANS LES REGIONS TRIBALES

En Inde, beaucoup de zones rurales sont riches en termes de ressources naturelles, attirant les investisseurs publics et privés. Cela crée des conflits dont les plus pauvres sont les principales victimes. La situation est aggravée par le gouvernement qui ne donne pas la priorité à ces problèmes alors que de plus en plus de personnes sont privées de leurs moyens de subsistance et souffrent de la violence. La consultation nationale à Ranchi a été organisée pour discuter de ces problèmes et des possibles stratégies de réponses non-violentes. Les expériences partagées par les participants ont montré que les régions tribales sont harcelées de toutes parts : les entreprises et le gouvernement implantent des projets sans consulter les locaux, mettant en péril leurs moyens de survie. L'apparition de groupes violents qui en résulte, comme les Naxalites, est également une menace pour les communautés locales. L'Etat est présent dans ces zones à travers la police, mais elle ne contribue pas à l'amélioration de la situation. Qui plus est, on dit du gouvernement qu'il montre une intolérance de plus en plus grande face aux personnes et groupes qui essaient de trouver des solutions constructives. Cela réduit l'espace démocratique de discussion et de consultation. L'usage des langues tribales est consciemment évité, la liberté d'expression n'est pas garantie et les travailleurs sociaux sont parfois pris pour cible. La corruption très répandue aggrave le problème et rend encore plus difficile le changement. Les entreprises prennent les ressources pour augmenter leurs profits au détriment des communautés locales : Adivasis, agriculteurs et habitants de la forêt sont privés de leurs moyens de survie et se retrouvent avec des ressources naturelles polluées. Le gouvernement facilite souvent le processus en décidant de changer l'usage des terres. Nombre de ces projets se font au nom de la croissance économique et du développement structurel mais n'améliorent pas la situation des plus pauvres. Selon la loi 22, 26% des profits issus des exploitations minières devraient être partagés avec les communautés tribales, mais le partage



n'est souvent pas appliqué, et les agriculteurs reçoivent une très petite compensation pour leurs terres. Beaucoup de ces projets sont illégaux et liés à la corruption : 80% de l'activité minière en Inde serait illégale, et souvent soutenue par l'Etat. La police, les groupes armés et les milices privées des grands propriétaires terriens constituent des menaces pour les communautés locales. Cependant, d'après un participant, dans les régions dans lesquelles sont présents les Naxalites, les ressources naturelles sont encore aux mains des communautés tribales, alors qu'elles sont accaparées par des tiers dans les régions dont le groupe armé est absent. Tous les participants s'accordent sur le fait que la violence ne peut pas être un moyen de lutte pour les ressources des communautés pauvres, mais les opinions diffèrent quant à la façon de répondre à ces groupes violents. A cause d'incidents par le passé, plusieurs participants doutent que l'on puisse se fier au gouvernement pour qu'il joue un rôle de médiateur dans les conflits. Au contraire, l'Etat généralement n'investit pas dans la résolution des conflits et la construction de la paix, mais opte pour la violence répressive. Les solutions proposées à beaucoup de ces problèmes incluent l'usage de l'espace démocratique, la valorisation et l'utilisation des savoirs tribaux, la promotion du dialogue et des stratégies non-violentes. Des lois déjà existantes pour accroître la gouvernance locale, la démocratie et le leadership des Adivasis, comme le PESA Act, doivent être mises en application. Il est important de reconnaître la richesse des ressources et des savoirs tribaux, et le fait que c'est le gouvernement et d'autres acteurs qui font croire le contraire aux communautés locales afin de tirer avantage des richesses naturelles. Un grand succès de la consultation nationale est d'avoir réuni des personnes ayant des idées différentes. De plus la conférence a permis l'élaboration d'un plan d'action prévoyant la création de trois groupes de communication pour engager la discussion avec le gouvernement, les entreprises et la société civile. Une série de recommandations pour la promotion d'un environnement non-violent dans les régions tribales a également été préparé. Même si la finalisation de la déclaration a été difficile, la création d'une base sur laquelle construire plusieurs stratégies non-violentes est un succès.

CONSULTATION SUR LE DROIT À LA TERRE DANS L'HIMALAYA

Avec ses montagnes protectrices, ses rivières pérennes, et son sens de la paix et de la spiritualité, l'Himalaya est perçu comme la bouée de sauvetage de l'Inde. Pourtant, au cours des dernières années, différents projets menés au nom du développement ont apportés des conflits sociaux et environnementaux, menaçant la viabilité de la région. Pour discuter des raisons de l'émergence de l'Himachal Pradesh comme une zone de conflit, ainsi que des possibles mesures pour y remédier, des travailleurs sociaux d'une cinquantaine d'organisations, dont Ekta Parishad, se sont réunis à Shimla le 29 août pour une consultation sur les droits à la terre et le plaidoyer. L'événement a duré 2 jours et était accueilli par le Himalaya Niti Campaign, un forum d'organisations engagées dans la lutte contre de grands projets. Le premier jour, les connaissances et expériences sur les conflits en cours par rapport aux ressources ont été partagées. Parmi les sources des conflits sociaux et environnementaux dans la région, la construction de cimenteries, de stations de ski

avec de la neige artificielle, et des projets hydroélectriques sur les rivières ont été cités. Leurs effets négatifs sur les écosystèmes en général, et sur les ressources des agriculteurs en particulier, ont déclenché une opposition forte de la part des travailleurs sociaux de la région. Les succès de certaines luttes contre ces projets présentés par des militants ont souligné l'importance des acteurs locaux dans l'opposition aux projets d'entreprises ou du gouvernement qui mettent en danger les ressources naturelles de la région. Sur cette base, les participants ont formulé des arguments pour influencer les décideurs politiques à poursuivre un développement plus durable dans la région. Le deuxième jour, les luttes locales ont été liées à l'action plus large des travailleurs sociaux en Inde qui luttent pour les ressources naturelles et les moyens de survie des personnes marginalisées. Enfin, un programme a été mis en place, incluant des actions à Delhi, dans l'Himachal Pradesh, l'Uttarakhand, l'Haryana et le Punjab dans les prochains mois.



**VIOLENCE DANS
LES ZONES TRIBALES,
PROBLÈMES
ET SOLUTIONS**

PROCHAINS EVENEMENTS

CONFERENCE
DE MOBILISATION
INTERNATIONALE SUR
LE DROIT À LA TERRE
ET AUX RESSOURCES
NATURELLES
12-13 SEPT.
GENEVE (SUISSE)

~
REUNION
DE PREPARATION
DE JS 2012 AVEC
LES ORGANISATIONS
VOLONTAIRES
2-3 SEPT., BANGALORE
25-26 SEPT., DELHI